

PAY TECH DAY France Payments Forum du 26 juin 2025
Les solutions de paiement en Europe
Keynote de Joël-Alexis BIALKIEWICZ (Banque DELUBAC & CIE)

Keynote



Joël-Alexis BIALKIEWICZ
Associé Gérant BANQUE DELUBAC & CIE
Président fondateur DELUPAY

« La stratégie de la banque DELUBAC en matière de cryptoactifs »

La banque Delubac a été fondée en 1924 en Ardèche. C'est une petite banque, avec un milliard d'euros de total bilan, mais très active. Nous avons à peu près triplé notre activité dans les trois dernières années, nous avons été la première banque française à être enregistrée comme PSAN. Nous avons d'ailleurs notre propre plateforme d'achat-vente-conservation de cryptos.

Nous avons aussi développé dans une filiale qui s'appelle DeluPay, un *scheme* de paiement alternatif qui affiche l'ambition de renverser les géants Visa et Mastercard. Cela peut paraître fou, mais nous voulons offrir aux commerçants une solution de paiement low-cost et souveraine, et un vrai *scheme* qui n'est pas juste un simple virement. L'idée est d'arrêter le racket des commerçants lors des paiements par carte. Aujourd'hui, un petit boulanger laisse 0,8 % de commission sur chaque vente par carte (et je ne parle même pas des commissions minimum), là où nous proposons des coûts divisés par deux. Avec plus de 3 500 commerces accepteurs et une perspective d'équilibre financier à 50 000 clients, cette initiative prouve qu'il y a de la place pour innover dans le paiement.

Pourquoi est-ce pertinent dans un discours crypto ? D'abord parce que DeluPay pourrait tout à fait intégrer un volet crypto, et d'ailleurs nous sommes déjà en discussion avec plusieurs acteurs des stablecoins pour le faire, et surtout que la philosophie est proche : réduire les intermédiaires et les frais.

J'en viens maintenant aux crypto-paiements. Où en est-on aujourd'hui ? 659 millions d'utilisateurs de crypto dans le monde en 2024, c'est +13 % sur un an. Le nombre de commerçants physiques qui acceptent le Bitcoin a triplé en 2023. Des milliers de marchands en ligne intègrent aussi ce mode de paiement. Par exemple, BitPay revendique plus de 250 entreprises partenaires, Binance Pay a recruté 3 500 commerçants en 2023.

On voit des usages concrets émerger : d'abord, des paiements e-commerce (même si pour des raisons sur lesquelles je reviendrai plus loin, cela ne marche pas aussi bien que ce qu'on pourrait espérer) ; ensuite, des transferts de fonds transfrontaliers plus efficaces, avec une réduction de frais de l'ordre de 97 % par rapport aux banques pour un envoi international moyen. Et cela ne concerne pas seulement les transferts entre particuliers, mais aussi les transferts entre banques.

Des paiements pair-à-pair rapides, sans intermédiaire, et bien sûr, tout ce qui est achats dans l'écosystème Web3, donc les NFT, les services de DeFi, etc. Aujourd'hui, les stablecoins se taillent la part du lion pour les transactions courantes, grâce à leur stabilité. Ils représentent entre 35 % et 80 % des paiements cryptos selon les plateformes.

Il y a de plus en plus des cartes dites « cartes cryptos ». En réalité, ces « cartes cryptos », ne sont pas tout à fait des cartes cryptos : ce sont des cartes classiques, Visa, Mastercard ou autres, qui sont liées à un wallet détenu dans une institution financière. Donc, à chaque paiement de la carte, il y a une vente automatique qui est faite sur le wallet. On peut ainsi payer chez n'importe quel commerçant classique (le réseau d'acceptation est très bon) et la dépense est débitée en cryptos, souvent avec des commissions stratosphériques. Du côté des commerçants en ligne, on a des intégrations avec des API ou des plug-in qui permettent l'acceptation des cryptos avec une conversion automatique (en euros ou en dollars) pour le marchand.

On voit que l'infrastructure se met en place pour que payer en cryptos soit, demain ou après-demain, presque aussi simple que de payer avec Apple Pay, Google Pay ou une carte bancaire classique. Certes, il y a des contraintes en matière notamment d'expérience utilisateur : la crypto, à la base, a été créée pour désintermédier totalement la finance, c'est-à-dire permettre aux gens de détenir en totalité leurs avoirs tout en éliminant le besoin d'un tiers de confiance. Il ne faut jamais oublier que Bitcoin, c'est une suite de la crise de 2008.

Le problème, c'est qu'il y a un prix à cette décentralisation. Ouvrir un wallet, gérer les clés privées (avec ou sans un hardware wallet), ce n'est pas si simple et ce n'est pas sans poser des problèmes de sécurité. On a vu récemment la série d'enlèvements, de séquestrations, de tortures qui ont touché un certain nombre d'entrepreneurs dans le domaine de la crypto : c'est effectivement éclairant sur le fait qu'il y a une raison pour laquelle tout le monde ne détient pas des barres d'or chez lui. Et le problème, c'est que détenir un ledger avec des millions dessus, c'est l'équivalent de détenir des barres d'or chez soi. Ce n'est pas impossible de sécuriser une auto-détention, mais cela nécessite des compétences ; il ne suffit pas simplement d'avoir un appareil électronique, car si la clé c'est le consentement, ce consentement, malheureusement, il peut aussi s'arracher.

Le parcours pour réaliser un paiement en crypto reste tout de même plus complexe qu'avec un paiement bancaire classique. Certes, il existe des solutions, mais elles sont toutes propriétaires : il n'y a pas aujourd'hui de réseau de paiement crypto à proprement parler. Par exemple, certains commerçants vont vous accepter très facilement un paiement si vous avez un wallet chez Binance, mais si vous avez un wallet ailleurs, ça ne marchera pas.

En outre, contrairement aux cartes ou à presque tous les autres systèmes de paiement classiques, une transaction crypto, par nature, est irréversible : si vous vous trompez pour une raison ou une autre (les erreurs, ça existe), il n'y a pas de service client pour annuler, il n'y a pas de chargeback possible.

Vous commandez quelque chose sur Internet, vous faites un transfert de Bitcoin, outre le fait que ce transfert va prendre à peu près 10 minutes (ce qui est très long pour une transaction, sauf si vous passez par la Lightning, mais je passe), il y a aussi le fait que si vous ne recevez pas votre article, malheureusement, il n'y a pas vraiment de recours.

Aujourd'hui, la plupart des réseaux cryptos ont paradoxalement des frais de transfert qui sont supérieurs à ceux des banques. Si vous utilisez la crypto au quotidien, c'est une réalité « variable ». Si vous avez besoin de transférer un milliard dans un pays tel que la Chine, par exemple, ça coûtera moins cher de le faire avec bitcoin qu'avec une banque. Par contre, si c'est un paiement de 30 euros en France, vous avez plutôt intérêt à le faire avec un moyen de paiement classique.

Il y a d'autres réseaux que Bitcoin et Ethereum, plus rapides et plus économiques, qui commencent à gagner en popularité. Je pense par exemple à Tron, qui a dépassé bitcoin en 2024 comme blockchain la plus utilisée en nombre de paiements, notamment en raison des transferts de stablecoin à moindre frais. Il n'empêche que le support de ces solutions n'est pas encore universel chez tous les commerçants.

Il y a aussi le problème de la volatilité, que je relativiserai un petit peu plus tard, mais c'est quand même une réalité. Aujourd'hui, les prix des objets du quotidien sont en monnaie fiat : personne, même pas les maximalistes, ne se dit « une baguette, ça coûte tant de Satoshi ». Ma baguette tradition chez mon boulanger, c'est 1,20 euro, et le prix est à peu près stable, en euros ou en dollars. Imaginons que j'ai des bitcoins et que j'ai envie d'acheter mes objets du quotidien en bitcoins. Si ça monte, je me dirai « Quelle opportunité j'ai perdue ». Et si ça baisse, c'est le commerçant qui va se dire « ça a baissé depuis que j'ai fait ma vente, je vais avoir un problème ».

Donc aujourd'hui, les transferts directs en cryptos ont tendance à ne pas fonctionner, et les commerçants privilégient de plus en plus les stablecoins, indexés sur l'euro ou le dollar, pour éviter la volatilité. Au final, un stablecoin n'est rien d'autre que la tokenisation de monnaie de banque centrale, donc en réalité, le commerçant finit par encaisser en monnaie traditionnelle. Et en plus, il y a un intermédiaire de change qui ajoute une étape.

Les paiements cryptos éliminent les intermédiaires, certes, mais aussi les filets de sécurité. Comme je l'ai dit tout à l'heure, l'utilisateur est le seul responsable de ses fonds. Il n'y a pas que la problématique du braquage, il y a aussi la problématique de la perte : si vous perdez votre clé privée, vous avez perdu la totalité de vos fonds. Cela veut dire qu'en plus d'avoir un protocole SSI, vous devez avoir un protocole de sûreté pour garder les sauvegardes, et ces sauvegardes elles-mêmes ne doivent pas pouvoir être volées. La plupart des gens ne sont pas capables de faire cela. Ce problème n'existe pas avec la monnaie fiat.

Nous avons des enjeux réglementaires. La France a été pionnière avec la loi PACTE, l'enregistrement PSAN et un agrément facultatif. Ce cadre, qui a été pionnier en Europe, en a inspiré un autre qui est le cadre MiCA. Sauf que, au moment où PSAN a été mis en place, les

acteurs classiques méprisaient un peu les questions relatives aux cryptoactifs, considérant que ce n'était pas vraiment un sujet. Quelques années plus tard, ils se sont réveillés pour mettre des bâtons dans les roues des acteurs cryptos. On le voit par exemple dans les limitations complètement arbitraires qui sont posées concernant les stablecoins européens : au-delà d'un certain volume de transactions, la blockchain doit prendre des mesures pour limiter ces transactions. Pourquoi ? On ne le sait pas. Ce n'est pas une limite de concentration : l'Europe aurait décidé, de manière parfaitement rationnelle et dans l'intérêt du public, qu'aucune blockchain ne doit prendre plus de 20 % des transactions totales. Ils n'ont pas fait cela, ils ont dit « pas plus de 200 millions de transactions par unité de temps ».

Il y a aussi l'obligation de conserver les actifs en banque. Sans vouloir dire que les banques ne sont pas sûres (j'en dirige une moi-même, même si elle est assez atypique), il n'empêche qu'un établissement bancaire c'est sûr, mais un État c'est sûr aussi. Pourquoi les acteurs cryptos ne peuvent-ils pas tout simplement détenir des actifs avec un certain niveau de notation, une certaine granularité, des limites de grands risques, etc. Ce serait beaucoup plus cohérent, mais au lieu de cela, on impose aux acteurs dans le domaine des stablecoins de confier leurs actifs à des banques commerciales. Et on peut s'étonner de l'attitude des banques centrales, qui ne sont pas en train de se protéger elles-mêmes, mais de protéger les banques commerciales. Pourquoi ? On ne le sait pas.

Au total, ailleurs dans le monde, la régulation (peut-être devrais-je dire la dérégulation, s'agissant des États-Unis), des paiements cryptos avancent en ordre dispersé. Aux États-Unis, de nouveaux modes de financement extrêmement efficaces sont en train d'être initiés par l'État, en échange de quoi, les stablecoins vont avoir la bride au cou.

Si on s'imagine qu'on pourra limiter le poids au niveau mondial des stablecoins en les limitant en Europe, alors qu'ils ont la bride au cou aux États-Unis, nous rêvons totalement. Tout ce que nous allons réussir à faire, c'est à ne pas avoir un acteur crédible des stablecoins en Europe, et ce sont les Américains qui feront leur marché chez nous après.

Va-t-on vers la généralisation ? On peut imaginer deux trajectoires :

- Premier scénario (celui auquel je crois) : une adoption massive des cryptoactifs dans les cinq à dix ans, avec des progrès techniques qui lèvent les obstacles, et au niveau réglementaire, à un moment donné, un abandon de la tentative de préserver à tout prix le minitel.
- Second scénario : les cryptoactifs restent une niche pour les initiés ou pour des usages spécifiques.

La crypto peut-elle réellement et totalement disrupter le système fiat ? Ce scénario peut paraître totalement extravagant, mais il n'est pas du tout impossible. Je vais vous donner un contre-exemple à ce que j'ai dit tout à l'heure.

On parle énormément de la volatilité des cryptos. C'est vrai que les cryptos sont des actifs très volatils. Moi, je vous invite à faire une expérience d'économétrie : vous prenez un panier de monnaies, donc des monnaies étatiques, et vous faites un rapport entre les volumes d'échanges sur ces monnaies et leur stabilité (on peut prendre un panier de produits et sa variation dans le temps). Eh bien, vous allez vous apercevoir que pour sa taille, en termes de volume de transaction, Bitcoin est étonnamment stable. Donc peut-être que dans 10 ans, la valeur d'une baguette de pain sera plus stable en Bitcoin qu'en US dollars.

Va-t-on vers une convergence entre les services en ligne classiques et les écosystèmes blockchain ? On peut l'espérer : on voit de plus en plus d'acteurs, Revolut par exemple, qui propose aujourd'hui d'avoir son solde en crypto à côté de ses soldes en comptes bancaires classiques (Delubac le fait aussi, depuis plus de 2 ans).

Donc plutôt qu'un remplacement pur et simple des réseaux existants, on se dirige vers un modèle hybride où les crypto-monnaies (je dis crypto-monnaies et pas crypto-actifs) apporteront leurs atouts au sein de l'écosystème des paiements, alors que les monnaies souveraines vont devoir évoluer pour rester pertinentes : celles qui évolueront resteront pertinentes ; celles qui ne voudront pas évoluer, à un moment donné, vont rencontrer un problème, aussi puissantes qu'elles puissent se croire aujourd'hui.

Merci de votre attention.